COMMISSION PERMANENTE

20 septembre 2004

CP 04/09-01

FONDS DEPARTEMENTAL DE LA TAXE PROFESSIONNELLE

DEPARTEMENT DU LOT

En application des dispositions relatives au Fonds Départemental de la Taxe Professionnelle, Madame le Préfet de Tarn-et-Garonne m'a fait connaître, par lettre du 26 juillet 2004, la liste des établissements implantés dans le Département du Lot, et donnant lieu à écrêtement de la taxe professionnelle en faveur du fonds départemental.

Il s'agit de:

- E.D.F, production et distribution d'électricité à Lamativie;
- E.D.F, production et distribution d'électricité à Comiac ;
- T.D.F, télécommunications nationales à Labastide du Haut Mont;
- S.A. Energie Sud-Ouest à Montbrun;
- S.A. Autoroutes du Sud de la France à Nadillac;

Il appartient donc à notre Assemblée de décider si une ou plusieurs communes du département doivent être "concernées" au sens de l'article 15 de la loi du 29 juillet 1975, c'est-à-dire si elles subissent en elles-mêmes ou par l'intermédiaire d'un groupement auquel elles appartiennent, un préjudice ou une charge quelconque.

Je vous saurais obligé de bien vouloir délibérer, étant précisé d'une part, que lors de la séance du 12 novembre 2001, la Commission Permanente avait décidé, concernant l'écrêtement 2001, qu'aucune commune du département de Tarn-et-Garonne ne pouvait être considérée comme "concernée" compte tenu des lieux d'implantation des établissements énumérés et, d'autre part, que la S.A. Autoroutes du Sud de la France figure pour la première fois sur la liste des établissements donnant lieu à écrêtement.

Adopté à l'unanimité.

COMMISSION PERMANENTE

20 septembre 2004

CP 04/09-02

TARN ET GARONNE HABITAT

DEMANDES DE GARANTIES D'EMPRUNTS

CONSTRUCTION DE SIX PAVILLONS COMMUNE DE SAINT NAUPHARY

CONSTRUCTION DE QUATRE LOGEMENTS ET UN LOCAL COMMERCIAL COMMUNE DE CAUSSADE

J'ai l'honneur de soumettre à la Commission Permanente, sur proposition de Monsieur le Président de Tarn et Garonne Habitat, deux demandes de garanties d'emprunts relatives à la construction de six pavillons à Saint Nauphary, d'une part, et à la construction de quatre logements et d'un local commercial à Caussade, d'autre part.

Dossier concernant la commune de Saint Nauphary :

La Commission Permanente s'est prononcée favorablement par délibération en date du 8 mars 2004 sur le dossier établi par Tarn et Garonne Habitat et relatif à la construction de 6 pavillons à Saint Nauphary, le montant de l'opération s'élevant à 523 190,13 Euros.

Or, des modifications étant intervenues dans le plan de financement de l'opération, et en particulier dans le montant de la subvention de l'Etat, il y a lieu, sur demande de Tarn et Garonne Habitat, de revoir le montant de l'emprunt affecté à l'opération.

Le coût total de l'opération est maintenu à 523 190,13 €, selon le plan de financement prévisionnel suivant :

- Subvention Etat	15 150,26 €
- Subvention Conseil Général	22 860,00 €
- Prêt CDC PLUS	485 179,87 €

Total	523 190,13 €

Le prêt que Tarn et Garonne Habitat envisage de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations est un prêt de type PLUS d'un montant de 485 179,87 € sur une durée de 35 ans au taux de 3,45%.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Montauban et des Trois Rivières ayant accordé sa garantie à hauteur de 60 % du montant du prêt, celle du Conseil Général est sollicitée pour les 40% restants, soit 194 071,95 Euros.

Dossier concernant la commune de Caussade :

Il s'agit d'une opération comportant la construction de quatre logements et celle d'un local commercial, place du Général de Gaulle à Caussade, selon le plan de financement suivant :

- Subvention Etat	10 897,28 €
- Subvention Commune	49 187,50 €
- Subvention Conseil Général	15 240,00 €
- Prêt CDC PLUS	376 723,68 €
- Prêt CIL (1 %)	10 000,00 €

Total	462 048,46 €

Le prêt que Tarn et Garonne Habitat envisage de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations est un prêt de type PLUS d'un montant de 376 723,68 € sur une durée de 35 ans au taux de 3,45%.

La Commune de Caussade ayant accordé sa garantie à hauteur de 50% des emprunts, celle du Conseil Général est demandée pour la quotité restante, 50%, soit un montant de 188 361,84 €

Je vous saurais gré de bien vouloir délibérer et, le cas échéant, m'autoriser à signer les conventions et les contrats de prêts correspondants.

Adopté à l'unanimité.